

Pour un 8 mars à l'intersection de nos luttes !

Depuis 1977, et la déclaration par l'ONU le 8 mars "journée internationale des femmes", cette journée a évolué avec nos luttes et nos victoires, une journée de mobilisation pour rendre visibles toutes les inégalités causées par notre société qui demeure patriarcale.

Ce 8 mars 2024, nous allons fêter l'inscription de l'avortement dans la constitution. Mais le combat pour l'accès simple et de bonne qualité à l'avortement se poursuit. Car, même si nous nous réjouissons de ce vote, le chemin est encore très long pour un accès à l'avortement garanti sur l'ensemble du territoire. En effet, les freins sont encore trop nombreux comme les fermetures des centres IVG et la baisse des moyens alloués au secteur de la santé et aux associations. Sur ces points le silence du gouvernement est assourdissant.

Par ailleurs, nous avons appris avec stupeur **la baisse du budget dédié à la lutte contre les violences sexistes et sexuelles de 7 millions d'euros**, la menace de couper les subventions des associations féministes, qui continuent jour après jour à mener des missions d'intérêt général, les annonces du président de la République qui souhaite "un réarmement démographique", passant par un contrôle des corps et des utérus à des fins nataliste, et sommes en colère face au refus de la France d'inscrire la définition du viol comme absence de consentement. **Aussi nous refusons l'instrumentalisation de ce 8 mars par un gouvernement qui s'est servi de la cause des femmes à des fins électoralistes.**

En 1977 comme en 2024, nous continuons de lutter contre le même système qui sous-tend les inégalités de notre société. Les revendications des personnes opprimées par ce système se croisent et se rejoignent : droit de chaque personne à disposer de son corps, droit à l'autodétermination.

Chaque prise de position contre les personnes marginalisées est une attaque globale contre la dignité humaine et se doit d'être contrée.

Aujourd'hui, en France :

- **Les femmes continuent en moyenne de toucher un salaire de 24% moins élevé que les hommes** (source : Observatoire des inégalités, article en ligne du 4 mars 2024, s'appuyant sur l'Insee, données 2021)
- **321 000 femmes au cours d'une année**, sont victimes de violences physiques, sexuelles et/ou psychologiques commises par leur conjoint ou ex-conjoint (source : <https://arretonslesviolences.gouv.fr/je-suis-professionnel/chiffres-de-reference-violences-faites-aux-femmes>)
- **8 personnes trans sur 10 sont victimes de discriminations transphobes au cours de leur vie** (source : Arnaud ALESSANDRIN et Karine ESPINEIRA, Sociologie de la transphobie, MSHA, 2015) et elles luttent encore pour des parcours de transitions fondés sur le consentement éclairé, et un accès reconnu à la parentalité ;

- **45% des lesbiennes sont victimes de lesbophobie dans leur vie quotidienne, sans compter le sexisme ordinaire qu'elles doivent également subir** (Source : Enquête sur la lesbophobie, SOS homophobie, 2008)
- **96% des personnes intersexes subissent un traitement hormonal sans leur consentement éclairé afin de “normaliser” leurs caractéristiques sexuelles, d'effacer leurs existences et leurs vécus** (Source : *Droits de l'homme et personnes intersexes* par le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe.)

Le 8 mars, le Planning familial, partout en France, sera dans la rue pour demander :

- **2 milliards**, le budget nécessaire pour lutter efficacement contre les violences sexistes et sexuelles, et l'annulation de la baisse du budget annoncée
- **l'égalité salariale** réelle
- **l'accès aux soins de manière inconditionnelle**, fondé sur l'autodétermination, sans jugement et sans oppression ;
- **l'application** de la loi de 2001 concernant **l'éducation à la sexualité**,
- **un plan de formation massif sur les enjeux de sexisme, LGBTQIA+ et de discriminations**, auprès des acteur.rices de la société civile, en commençant par la police, les magistrat.e.s et les professionnel-le-s de santé et scolaires.
- des **campagnes nationales de sensibilisation aux thématiques intersexes** pour le grand public ;

Et dans un contexte plus global d'une politique guerrière et ultra-libérale, nous continuerons de nous mobiliser pour :

- **la fin de la précarisation continue notamment des services publics de la part de l'État** qui touche particulièrement et plus durement les femmes et les minorisé·es de genre, sexuelles et sociales.
- **un cessez-le feu** généralisé dans les zones de guerres, de conflits ou génocidaires et la fin des violences liées à ces situations géopolitiques qui visent particulièrement les femmes, les enfants et les personnes minorisées dans leurs droits à la santé, à la sécurité et à leur intégrité

Pour porter l'ensemble de ces revendications, **nous appelons à une grève féministe et à une forte mobilisation collective** dans toutes les villes de France, en Europe et dans le monde à l'occasion du 8 mars 2024. Collectivement, nous serons dans les rues avec les associations féministes et nos allié.e.s.

Contact presse : Albane Gaillot - 06 95 76 69 73 - albane.gaillot@planning-familial.org